EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 7 octobre 2021

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 33 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - François BERNARDINI - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Emmanuelle CHARAFE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pascal GOURNES - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Didier PARAKIAN - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Henri PONS - Didier REAULT - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Yves VIDAL - David YTIER.

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Olivier FREGEAC représenté par Jean-Pascal GOURNES.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Sophie JOISSAINS - Maryse JOISSAINS MASINI - Eric LE DISSÈS.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

CHL 001-10365/21/BM

■ Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) - Approbation des opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 au titre des appels à projets publiés en mars 2021 MET 21/19931/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En sa qualité d'organisme intermédiaire, la Métropole assure pour la période 2018-2020, la gestion et le contrôle d'une subvention globale du Fonds Social Européen (FSE) d'un montant de 14 417 420,06 euros, pour un coût total éligible de 28 834 840,12 euros dédiée à l'emploi et l'inclusion active sur le territoire métropolitain.

Mobilisée sur l'axe 3 du programme opérationnel national FSE 2014-2020 « lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion », cette subvention globale doit permettre de poursuivre trois objectifs spécifiques:

- Augmenter le nombre de parcours d'accompagnement des personnes en vue de leur insertion
- Contribuer à mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion,
- Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion.

Les crédits opérationnels visent à soutenir des projets en faveur de l'emploi et de l'inclusion, selon trois orientations :

- augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale, (Objectif Spécifique 1).

Il s'agit d'actions d'accompagnement renforcé, individualisé et de proximité des participants, en amont jusqu'à la sortie définitive du parcours d'insertion. Sont concernées, les actions visant à identifier les freins

Signé le 7 Octobre 2021

Reçu au Contrôle de légalité le 19 octobre 2021

périphériques des personnes en parcours d'insertion par des diagnostics partagés, permettant de proposer différentes étapes constitutives du parcours (opérations visant à lever les freins socioprofessionnels à l'emploi).

- mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion, (Objectif Spécifique 2).

Ces actions visent à une mobilisation renforcée des employeurs permettant de faciliter l'accès des publics à davantage de choix professionnels et d'opportunités d'emploi (nouvelles pratiques de collaboration avec les employeurs, soutien aux nouvelles formes d'organisation du travail, définition d'approches et méthodes pour identifier les employeurs volontaires et les mobiliser dans le cadre des parcours d'insertion). Les actions visant au développement la responsabilité sociale des entreprises pourront également être financées, visant à renforcer la coopération avec les milieux économiques et à créer de nouvelles opportunités d'emploi.

- développer des projets de coordination et d'animation en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire. (Objectif Spécifique 3).

Ces actions visent à améliorer et optimiser les stratégies territoriales d'insertion afin notamment de rendre plus lisible l'offre d'insertion. L'objectif est également de penser collectivement la gouvernance et le contenu de l'offre d'insertion sur le territoire. Il s'agit de proposer une ingénierie et une animation territoriale permettant d'organiser et de construire des parcours vers l'emploi durable.

Compte-tenu du retard de mise en œuvre de la nouvelle programmation 2021-2027 et de la crise sanitaire de la Covid 19 ayant mis en difficulté de nombreux porteurs, la période de réalisation et de programmation des opérations financées par l'organisme intermédiaire est prolongée au 31 décembre 2021 par voie d'avenant notifié en date du 11 mai 2021 par l'autorité de gestion déléguée.

Cet avenant doit permettre la couverture financière de l'année 2021 pour les porteurs et s'accompagne d'une augmentation de l'enveloppe FSE de 5 419 899,92 euros.

La sélection des opérations pouvant faire l'objet d'un financement FSE passe par des appels à projets lancés pour chaque objectif spécifique.

Trois appels à projets ont donc été publiés dans le cadre de l'avenant de prolongation le 31 mars 2021 visant principalement les bénéficiaires de la subvention globale FSE 2018-2020 à savoir les structures porteuses des dispositifs PLIE (structures associatives et services métropolitains) et les conseils de territoires du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Pays salonais pour la mise en œuvre des clauses sociales et de la relation entreprise.

A la suite d'une instruction menée par les services compétents de la Métropole, 18 opérations concourant au développement de l'emploi et favorisant les parcours vers l'insertion professionnelle durable ont été sélectionnées.

Les opérations se déroulent du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021. Elles visent l'accompagnement de 6 620 participants, la mobilisation des entreprises, la mise en œuvre des clauses sociales et le développement des projets de coordination de l'offre d'insertion dans le champ de l'économie sociale et solidaire.

Les opérations précitées sont les suivantes :

Nom de l'opération	Organisme bénéficiaire	Coût total éligible de l'opération	Subvention FSE attribuée	Avance proposée
Objectif spécifique 1				
Accompagnement à l'emploi du PLIE MP Centre 2018-2020 (202101313)	Emergence(s) Compétences Projets	2 211 080,00 €	1 105 540,00 €	221 108 €
Mise en œuvre des parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi dans le cadre du dispositif PLIE du Pays d'Aix (202101232)	CT2 - Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du pays d'Aix	939 675,00 €	469 675,00 €	-
Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues - accompagnement à l'emploi (202101577)	CT6 - Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du pays de Martigues	461 028,72 €	233 199,72 €	-
Accompagnement à l'emploi des participants du PLIE MP Ouest 2021 (202101213)	PLIE MPM OUEST	387 240,00 €	192 240,00 €	38 448 €
Accompagnement à l'emploi du PLIE MARSEILLE PROVENCE EST (202101260)	CIOTAT EMPLOI INITIATIVES	457 400,38 €	223 773,38 €	44 754,7 €
PLIE Istres Ouest Provence - Construction de parcours vers l'emploi (202101379)	Réussir Provence	1 048 551,00 €	524 275,50 €	104 855 €

Objectif spécifique 2				
Mobilisation des employeurs dans les parcours d'insertion ; mise en œuvre des clauses sociales au sein du CT3 (202101408)	CT 3 Métropole Aix Marseille Provence Territoire du Pays Salonais	47 558,85 €	30 000 €	-
Mobilisation des entreprises dans les parcours d'insertion, la mise en œuvre des clauses sociales et la promotion de l'alternance au sein du CT4 (202101512)	CT4 - Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du pays d'Aubagne et de l'étoile	56 350,00 €	30 000 €	-
Relations avec les entreprises et ingénierie de parcours (202101214)	PLIE MPM OUEST	112 513.30 €	31 113.30 €	6 222 €
Mobilisation des entreprises dans les parcours d'insertion (202101532)	CT6 - Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du pays de Martigues	101 321,67 €	33 821,67 €	-
PLIE Istres Ouest Provence - Médiation Emploi (202101390)	Réussir Provence	366 331,57 €	183 165,78 €	36 633,1 €
Animation et mobilisation des entreprises – animation des clauses sociales (202101264)	CIOTAT EMPLOI INITIATIVES	125 937.34 €	57 517.34 €	11 503,4 €
Ingénierie et Développement PLIE MP Centre (202101320)	Emergence(s) Compétences Projets	703 098,39 €	342 762,39 €	68 552,4 €
Prospection et Relation entreprises du PLIE MP Centre (202101319)	Emergence(s) Compétences Projets	342 605,00 €	170 883 €	34 176,6 €

Objectif spécifique 3				
Animation du PLIE MP Centre (202101318)	Emergence(s) Compétences Projets	599 518,00 €	299 759,00 €	59 951,8 €
Animation territoriale - Développement des projets de coordination de l'offre d'insertion dans le champ de l'ESS (202101533)	CT2 - Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix	97 750,00 €	48 875,00 €	-
Animation du PLIE et de la stratégie territoriale (202101216)	PLIE MPM OUEST	130 324,49 €	64 324,49 €	12 864,9 €
Animation territoriale du PLIE MP EST (202101266)	CIOTAT EMPLOI INITIATIVES	181 870,36€	90 916,86€	18 183,3 €
Total		8 370 181,07 €	4 131 802,43 €	657 253,2 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- Le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen,

Signé le 7 Octobre 2021

Reçu au Contrôle de légalité le 19 octobre 2021

au Fonds de cohésion au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

- Le Programme Opérationnel National FSE 2014-2020 ;
- Le décret n°2002-633 du Premier ministre du 26 avril 2002 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens, modifié par le décret n° 2003-1088 du 18 novembre 2003 ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014, relatif à la gestion de tout ou partie des Fonds Européens pour la période 2014-2020 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° EMP 006-482/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 portant autorisation accordée au Président de la métropole Aix-Marseille Provence à solliciter les fonds européens ;
- La délibération n° EMP 003-2736/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la demande d'accréditation de la métropole en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE pour les années 2018-2020 ;
- La délibération n° ECO 021-14/12/17 BM du 14 décembre 2017 approuvant la subvention globale FSE 2018-2020 de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La demande d'avenant à la subvention globale FSE 2018-2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 22 mars 2021 ;
- L'avis favorable du comité de programmation réuni le 26 mars 2021 ;
- La notification de la décision de l'autorité de gestion déléguée du 11 mai 2021 ;
- Les appels à projets FSE Objectif Spécifique 1, Objectif Spécifique 2 et Objectif Spécifique 3 du 31 mars 2021 ;
- Le guide des procédures : gestion du programme Opérationnel FSE « Emploi et inclusion en métropole » mis à jour le 30 mars 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'inscription de l'inclusion active comme une des priorités fondamentales de l'Union Européenne au titre de la stratégie UE 2020 ;
- L'éligibilité au FSE des opérations présentées et instruites suite aux appels à projet, publiés le 31 mars 2021, ainsi que leur adéquation avec les priorités métropolitaines en matière d'emploi, d'insertion et de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les opérations sélectionnées dans le cadre des appels à projets du 31 mars 2021 au titre de la gestion de subvention globale 2018-2020 pour un coût total éligible de 8 370 181,07 euros dont 4 131 802,43 euros de part FSE.

Article 2 :

Sont approuvées les avances de subventions FSE à verser aux porteurs des opérations conventionnées.

Signé le 7 Octobre 2021
Reçu au Contrôle de légalité le 19 octobre 2021

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions et avenants attributifs de subventions FSE ainsi que tout document afférent pour les opérations sélectionnées.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal Métropole 2021 et suivant, en section de fonctionnement : sous politique B340, nature 65748 – fonction 051 :

- En 2021 : 657 253,3 euros
- En 2022 : 3 474 549,2 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Fonds européens, Relations avec les institutions
Européennes, Conseil de développement

Didier PARAKIAN

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Emploi, Cohésion sociale et territoriale,
Insertion et Relation avec le GPMM

Martial ALVAREZ